

# Chronologie « du CNPF au MEDEF »

## 1946–1998 les grands moments du CNPF

**1946-1952**

**La reconstruction, ciment du CNPF naissant**

### ■ 1946 (12 juin)

Les statuts créant le Conseil National du Patronat Français sont adoptés le 12 juin 1946 à l'occasion de sa première assemblée générale. Georges Villiers en devient le président et deux grandes commissions sont créées : la Commission Economique générale et la Commission Sociale.

### ■ 1947 (14 mars)

Le premier accord conclu dans le cadre de la politique contractuelle crée le régime de retraite complémentaire et de prévoyance des cadres et ingénieurs (AGIRC).

### ■ 1949 (30 septembre)

A l'initiative du président Villiers, naissance du Conseil des Fédérations Industrielles d'Europe (CIFE).

### ■ 1950

Création d'une grande Commission des Relations Economiques Internationales.

-----

**1953-1965**

**Prospérité française et construction européenne**

### ■ 1956 (juillet)

Le CNPF prend position pour le Marché commun européen.

### ■ 1958

Naissance de l'Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe (UNICE).

### ■ 1958 (31 décembre)

Accord créant le régime général d'assurance -chômage (UNEDIC).

### ■ 1961 (8 décembre)

Accord sur les régimes de retraite complémentaire pour les salariés non cadres (ARRCO).

### ■ 1965 (19 janvier)

Le CNPF adopte en assemblée générale une « charte libérale ».

-----

## 1966-1973

### Donner une dimension sociale à l'économie

#### ■ 1966 (14 juin)

Paul Huvelin succède à Georges Villiers.

#### ■ 1968 (21 février)

Accord sur l'indemnisation du chômage partiel.

#### ■ 1968 (25-27 mai)

Négociations de Grenelle : un protocole d'accord sauvé par son application unilatérale par le CNPF.

#### ■ 1969 (28 octobre)

Le CNPF se réforme en modifiant ses statuts : excepté dans le domaine des salaires, il pourra contracter au nom de ses adhérents.

#### ■ 1970 (20 avril)

Déclaration commune patronat-syndicats sur la mensualisation des salaires.

#### ■ 1970 (9 juillet)

Accord sur la formation et le perfectionnement professionnels, complété par un avenant « cadres » le 30 avril 1971.

#### ■ 1970 (20-21 octobre)

Premières Assises du patronat (à Lyon) : « La formation des hommes dans la société moderne ».

#### ■ 1972 (24-25 octobre)

Secondes assises nationales des entreprises (à Marseille) : « La croissance, l'entreprise et les hommes ».

#### ■ 1972 (19 décembre)

François Ceyrac succède à Paul Huvelin.

#### ■ 1973 (21 novembre)

Premières journées d'étude du CNPF sur la formation continue (Deauville).

## **1974-1980**

### **Modernisation de l'économie**

#### **■ 1974 (8-9 octobre)**

Troisièmes assises nationales des entreprises (à Lille) : « Portes ouvertes sur le monde ».

#### **■ 1975**

Naissance de l'Institut de l'Entreprise (IDEP).

#### **■ 1977 (12 mai)**

Journée nationale sur l'emploi des jeunes organisée par le CNPF.

#### **■ 1977 (15-18 octobre)**

Quatrièmes assises nationales des entreprises (à Paris) : « L'homme, l'entreprise et la cité » et les réalisations sociales directes du patronat.

#### **■ 1978 (1er février)**

Les Unions patronales deviennent adhérents directs du CNPF.

#### **■ 1980 (23-24 octobre)**

Cinquièmes assises du patronat (à Strasbourg) : « Innover aujourd'hui pour les marchés de demain ».

-----

## **1981-1985**

### **Réhabilitation de l'entreprise**

#### **■ 1981 (17 juillet)**

Accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.

#### **■ 1981 (15 décembre)**

Yvon Gattaz succède à François Ceyrac.

#### **■ 1982 (1er avril)**

Après des mois de combat intensif (« la bataille des charges ») le CNPF obtient à Matignon un « moratoire » sur les charges et l'écrêtement de la taxe professionnelle.

■ **1982 (octobre)**

Création de la Commission de l'Action Territoriale afin de renforcer les Unions patronales face aux collectivités territoriales dotées, avec les lois de décentralisation, de responsabilités nouvelles.

■ **1982 (14-23 décembre)**

« Etats Généraux des entreprises au service de la Nation » à Villepinte (25 000 participants).

■ **1983 (4 février)**

Accord sur la retraite à 60 ans.

■ **1983 (26 octobre)**

Accord sur la formation en alternance.

■ **1984 (10 janvier)**

Accord réformant le système d'assurance-chômage (UNEDIC).

■ **1985 (22 octobre)**

Propositions du CNPF « pour une nouvelle politique économique ».

-----

**1986-1991**

**Marché unique européen et mondialisation de l'économie**

■ **1986 (16 décembre)**

François Perigot succède à Yvon Gattaz.

■ **1986 (20 octobre)**

Accord sur les procédures de licenciement économique (création des conventions de conversion).

■ **1986 (30 septembre)**

Sixièmes assises du patronat (au Zénith à Paris) un quarantenaire sur le thème « Jeunesse et entreprise ».

■ **1988 (3 mai)**

Début des « accords de méthode et d'orientation » : la négociation collective se décentralise.

■ **1988 (13 décembre)**

Septièmes assises des entreprises (au Palais des Congrès à Paris) « Notre entreprise l'Europe ». Premier sommet des patronats européens.

■ **1989 (janvier)**

Création de CNPF International.

■ **1989 (13 novembre)**

4 jours après la chute du Mur de Berlin, le CNPF adopte un « Plan d'action à l'Est ».

■ **1990 (24 mars)**

Accord relatif aux contrats de travail à durée déterminée et au travail temporaire.

■ **1990 (10 septembre)**

Inauguration de la Maison des Professions et des Entreprises françaises à Bruxelles.

■ **1991 (31 octobre)**

Déclaration commune des organisations patronales et syndicales européennes sur l'Europe sociale : proposer un processus de négociation au niveau européen.

-----

**1992-1996**  
**Sortir de la crise**

■ **1992 (8 janvier)**

Accord patronat-syndicats sur l'apprentissage.

■ **1993 (2 mars)**

Propositions du CNPF « pour sortir de la crise ».

■ **1993 (14 décembre)**

Point culminant de la campagne « Cap sur l'Avenir » à la Grande Halle de la Villette à Paris.

■ **1994 (17 mai)**

Première journée nationale de l'engagement patronal et convention des mandats patronaux.

■ **1994 (13 décembre)**

Jean Gandois succède à François Perigot.

■ **1995 (28 février)**

Premier sommet social patronat-syndicats à l'initiative de Jean Gandois.

■ **1995 (23 juin)**

Accord sur l'insertion professionnelle des jeunes.

■ **1995 (octobre)**

Présentation d'un « Plan de Conquête » pour les PME.

■ **1995 (31 octobre)**

Troisième sommet social patronat-syndicats : aménagement et réduction du temps de travail, et dialogue social dans les PME.

■ **1996 (25 avril)**

Accord sur l'AGIRC-ARRCO : assurer l'avenir à l'horizon 2005 des régimes de retraite complémentaire.

■ **1996 (28 mai)**

Lancement de la nouvelle campagne pour l'insertion professionnelle des jeunes « Cap sur l'Avenir 96 ».

■ **1996 (20 juin)**

Edition 96 de « Cartes sur Table » : les conditions d'un retour à la croissance durable.

■ **1996 (16 septembre)**

Assises du Cinquantenaire au Futuroscope de Poitiers : « L'esprit d'entreprise ».

-----

**1997**

**La lutte contre les 35 heures**

■ **1997 (15 janvier)**

Le CNPF approuve le projet de loi sur les fonds de pension (loi Thomas).

■ **1997 (18 février)**

Lancement de la mobilisation des entreprises en faveur de l'emploi des jeunes à l'initiative de Jean Gandois, Didier Pineau-Valencienne, Bruno Lacroix et Jean-Pierre Trenti. Ils s'engagent à atteindre en 1997 400 000 contrats en apprentissage et en alternance, contre 335 000 en 1996.

#### ■ 1997 (12 juin)

Premier entretien entre Jean Gandois et le Premier ministre : le président du CNPF demande à Lionel Jospin de veiller à ce que le coût global du travail, charges sociales comprises, n'augmente pas en termes réels.

#### ■ 1997 (22 juin)

Jean Gandois, invité du Grand Jury RTL-Le Monde, condamne une nouvelle fois la réduction de la durée du travail de 39 heures à 35 heures.

#### ■ 1997 (9 juillet)

Denis Kessler, présente l'édition 1997 de Cartes sur Table : Il n'y a plus de temps à perdre !

#### ■ 1997 (16 septembre)

L'Assemblée Générale exceptionnelle au CNPF entérine la constitution d'un « Comité pour la réforme » composé de 27 chefs d'entreprise qui devra proposer les nouvelles missions de l'organisation patronale et son nouveau mode de fonctionnement.

Jean Gandois fustige le projet gouvernemental des 35 heures : « Une réduction de la durée du travail imposée par la loi, sans réduction de salaire, se traduira par une augmentation du chômage et une baisse de la compétitivité des entreprises. Cette mesure est mauvaise pour les entreprises, pour l'emploi, pour le pays. »

#### ■ 1997 (24 septembre)

Reçu par Martine Aubry, Jean Gandois, accompagné de Didier Pineau-Valencienne, président de la Commission sociale du CNPF et de Denis Gautier-Sauvagnac, vice président délégué général de l'UIMM, réaffirme avec force son opposition aux 35 heures « imposées par la loi ».

#### ■ 1997 (29 septembre)

Le Conseil exécutif du CNPF, réuni en séance exceptionnelle confirme à l'unanimité, son opposition au principe d'une loi réduisant d'une manière obligatoire la durée légale du travail.

Après avoir passé en revue les moyens de conduire le gouvernement à ne pas s'engager dans cette voie, le Conseil a renouvelé sa confiance au Président pour poursuivre son action dans ce sens.

-----

### 1997-1998

#### Du CNPF au MEDEF : « En avant l'Entreprise ! »

#### ■ 1997 (10 octobre)

Conférence à Matignon sur l'emploi et les salaires : Après une journée de discussions et de négociations, le gouvernement annonce une loi avec une date butoir et « change les règles en cours de jeu ». Jean Gandois s'insurge contre le dispositif législatif imaginé par le gouvernement et déclare : « Nous avons été bernés tout au long de la journée. On m'a fait croire que nous, les

entreprises, étions des partenaires. C'était un complot organisé entre le gouvernement et les organisations syndicales pour nous marginaliser ".

#### ■ 1997 (13 octobre)

Compte tenu de la décision du gouvernement d'imposer la semaine des 35 heures à toutes les entreprises avec une date butoir, le 1er janvier 2000, Jean Gandois démissionne de la présidence du CNPF.

#### ■ 1997 (15 novembre)

Dans une interview à l'hebdomadaire Le Point, Ernest-Antoine Seillière explique pourquoi il est candidat à la succession de Jean Gandois. Il affirme qu'il veut rompre avec la tradition de discrétion et de modération du patronat et que : « le CNPF dira sans prudence ce que pensent les entrepreneurs ».

#### ■ 1997 (17 novembre)

Le CNPF décide d'organiser des Etats Généraux des Entreprises consacrés au problème des 35 heures et de l'emploi des jeunes. Des réunions avec les entrepreneurs sont prévues dans les différentes régions avec l'appui des Unions Patronales.

#### ■ 1997 (17 novembre)

Soucieux de faciliter la tâche des chefs d'entreprise dans leur préparation à l'euro, le CNPF publie un « Guide de l'Euro » sous forme de 110 questions-réponses.

#### ■ 1997 (4 décembre)

François Perigot succède à François -Xavier Ortoli à la tête de CNPF International.

#### ■ 1997 (8 décembre)

« Tout le monde ne chausse pas du 35 ! » : après les résultats du sondage sur les 35 heures commandé par le CNPF à la SOFRES, (85 % des patrons sont opposés aux 35 heures et 93 % ont le sentiment de ne pas être écoutés par les gouvernements successifs), l'ensemble des Unions Patronales départementales et régionales se mobilise du 8 au 12 décembre pour afficher leur opposition au projet de loi. Plus d'une cinquantaine d'Etats Généraux des Entreprises sont organisés.

#### ■ 1997 (16 décembre)

Elu à la tête du CNPF avec 82% des voix, Ernest-Antoine Seillière succède à Jean Gandois et devient le septième président du CNPF. Il s'engage à « construire le CNPF nouveau avec l'aide des entrepreneurs et des entreprises de terrain ».

#### ■ 1998 (13 janvier)

Reçu pour la première fois à l'Élysée depuis son élection à la présidence du CNPF, Ernest-Antoine Seillière indique au Chef de l'Etat les raisons pour lesquelles les entrepreneurs sont décidés à se battre jusqu'au bout contre les 35 heures.

### ■ 1998 (27 janvier)

Après les réunions organisées partout en France du 8 au 12 décembre 1997, des délégations des Unions Patronales de toute la France se rendent dans leur préfecture de région pour remettre au préfet lettres et documents dénonçant les effets dévastateurs du projet de loi Aubry.

### ■ 1998 (29 janvier)

Entouré de Georges Jollès, Jean-Pierre Trenti et de deux entrepreneurs, Jean-Pierre Lucas et François-Ferdinand Cochin, Ernest-Antoine Seillière est reçu par le président de l'Assemblée Nationale, Laurent Fabius, pour exposer les difficultés rencontrées par les entrepreneurs pour appliquer les 35 heures.

### ■ 1998 (30 mars)

Au cours de sa rencontre avec Lionel Jospin, Ernest-Antoine Seillière signale « toutes les difficultés, tous les obstacles en suspens dans la loi : annualisation, temps partiel, heures supplémentaires, régime des cadres pour lesquels la loi n'a rien prévu, travail effectif, conventions collectives, création d'un double Smic ». Il n'obtient pas le report de deux ans demandé pour l'application de la loi, mais le président du CNPF ne s'avoue pas vaincu pour autant et espère un assouplissement.

### ■ 1998 (17 avril)

Ernest-Antoine Seillière accompagné de Georges Jollès et de Bernard Boisson, est reçu par Martine Aubry. Il réaffirme l'opposition radicale du CNPF aux 35 heures.

### ■ 1998 (11 mai)

Donner toutes les chances de réussite aux jeunes en quête d'un travail. Le MEDEF donne le coup d'envoi de la campagne « Cap sur l'Avenir 98 ». Partant du constat que « l'alternance, ça marche », il s'engage à porter à 400 000 le nombre de nouveaux contrats.

### ■ 1998 (8 septembre)

Ernest-Antoine Seillière est reçu par Jacques Chirac pour « donner le sentiment des entrepreneurs sur la modernisation de la vie politique en France ». Il insiste sur la simplification des structures administratives et prône une plus grande participation du secteur privé dans la vie politique. Il évoque également la « modernisation du CNPF », la réforme qui sera présentée le 27 octobre à Strasbourg et la tentative du CNPF, sous le sigle « En avant l'Entreprise » de se « repositionner dans le débat national en présentant une vision entrepreneuriale de la France ».

### ■ 1998 (29 septembre)

Denis Kessler donne le coup d'envoi du premier des sept forums régionaux « En avant l'Entreprise » à Nantes. Thème choisi pour cette première étape : « Entreprendre en Liberté ». Les entrepreneurs sont invités à réfléchir sur la réforme de l'Etat, la fiscalité, la simplification administrative, la déréglementation ou encore la réforme du droit et de la justice.

### ■ 1998 (30 septembre)

Martine Clément, Denis Kessler et Bruno Lacroix animent la deuxième étape d'« En avant l'Entreprise » à Lyon sur le thème « Entreprendre sans Frontières ».

■ **1998 (2 octobre)**

3ème forum « En avant l'Entreprise » à Lille sur le thème « Entreprendre et Innover ».

■ **1998 (5 octobre)**

4ème Forum à Cergy-Pontoise sur le thème « Entreprendre en toute Liberté ».

■ **1998 (7 octobre)**

5ème forum à Deauville sur le thème « Entreprendre et Compétence » dans le cadre des journées internationales de la formation auxquelles participent plus de 1800 responsables de formation.

■ **1998 (13 octobre)**

6ème forum « En avant l'Entreprise » à Marseille sur le thème « Entreprendre et se Développer ».

■ **1998 (20 octobre)**

7ème forum à Toulouse sur le thème « Entreprendre et Dialoguer ».

■ **1998 (27 octobre)**

Strasbourg : conclusion de la campagne « En avant l'Entreprise ». Le CNPF présente les orientations et mesures que les entrepreneurs estiment nécessaires pour assurer la croissance et l'emploi dans notre pays.

Parallèlement, Ernest-Antoine Seillière présente le nouveau nom et le nouveau logo du CNPF. Le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) voit le jour.

## **1998–2002, le MEDEF met l'entrepreneur au cœur de la société française**

### **1998-1999**

#### **Pour la liberté d'entreprendre**

■ **1998 (2 novembre)**

1ère convention à Auxerre liant le MEDEF national avec une union territoriale. Création du MEDEF Yonne.

■ **1998 (15 décembre)**

1<sup>ère</sup> assemblée générale du MEDEF. Thèmes abordés : les 35 heures, les emplois jeunes, les retraites, la place de l'Etat, le rôle des partenaires sociaux.

■ **1998 (22 décembre)**

ARPE : patronat et syndicats signent un nouvel accord pour un an avec extension du dispositif aux salariés entrés dans la vie active à 14 ou 15 ans, et en ayant travaillé au moins 42.

■ **1999 (7 janvier)**

Interviewé par Paris Match, Ernest-Antoine Seillière salue la naissance de l'Euro : «une formidable avancée pour l'économie française et européenne ».

■ **1999 (8 janvier)**

Création de « l'Etat Major » du MEDEF. Neuf groupes de propositions et d'actions voient le jour : les GPA.

■ **1999 (23 février)**

Nouvelle édition 1999, du « Guide de l'Euro ».

■ **1999 (16 mars)**

Propositions du MEDEF sur les 35 heures : demande de report de l'application de cette loi.

■ **1999 (14 avril)**

Ernest-Antoine Seillière, déclare lors de la présentation des propositions du MEDEF, vouloir assurer l'avenir des retraites en France.

■ **1999 (16 avril)**

L'édition 99 de « Cartes sur Table », publiée par le MEDEF analyse les atouts et les faiblesses de la France.

■ **1999 (19 avril)**

MEDEF, CGPME et CCI signent une charte commune, avec pour objectifs : « Libérer l'Esprit d'Entreprise », et « Ensemble pour l'Entreprise ».

■ **1999 (1er juin)**

Propositions du MEDEF pour l'Europe et publication du document « En avant l'Europe ».

■ **1999 (14 juin)**

Ernest-Antoine Seillière est reçu par Martine Aubry dans le cadre de la préparation de la deuxième loi sur la réduction du temps de travail.

■ **1999 (30 juin)**

Ernest-Antoine Seillière clôt à Lyon les journées du MEDEF, consacrées à la relance de l'opération « Cap sur l'Avenir » 1999-2000, visant à insérer les 16-25 ans.

#### ■ 1999 (2 juillet)

Projet de loi sur les finances 2000. Pour le MEDEF deux priorités : dégager un excédent budgétaire et réduire les prélèvements obligatoires.

#### ■ 1999 (22 juillet)

Rapport Viénot II, sur le gouvernement d'entreprise, sous les auspices du MEDEF et de l'AFEP.

#### ■ 1999 (2 septembre)

Première « université d'été » du MEDEF. Objectif : faire dialoguer les chefs d'entreprise, les politiques, les syndicalistes et les universitaires sur les principaux sujets de société.

#### ■ 1999 (15 septembre)

Campagne publicitaire du MEDEF, contre les 35 heures : « Loi Aubry. Et voilà comment on étouffe les entreprises ».

#### ■ 1999 (22 septembre)

Loi de financement de la sécurité sociale : réaction du MEDEF. Hostilité aux trois nouveaux impôts décidés par le gouvernement (contribution sociale sur les bénéfiques, écotaxe, taxe sur les heures supplémentaires).

#### ■ 1999 (4 octobre)

« Tous à la Porte de Versailles » pour « la Liberté d'Entreprendre ». 30 000 entrepreneurs se mobilisent Porte de Versailles, pour s'opposer au projet de loi Aubry. La veille, Ernest-Antoine Seillière, invité du Club de la Presse, parlait de « reconquête de l'opinion française ».

#### ■ 1999 (24 novembre)

OMC : Le MEDEF est présent lors de la réunion qui a lieu le 30 novembre à Seattle.

#### ■ 1999 (1<sup>er</sup> décembre)

Début des consultations avec les syndicats pour examiner le projet de Refondation sociale.

#### ■ 1999 (10 décembre)

Sommet européen d'Helsinki : le MEDEF pour une harmonisation fiscale.

#### ■ 1999 (23 décembre)

Le MEDEF, la CGPME, L'UPA, la CFDT, la CFTC, la CGC et FO reconduisent, pour une durée de 6 mois, l'ensemble des dispositifs de l'assurance chômage, de l'ARPE, des conventions de coopération, de l'allocation formation reclassement (AFR), des fonds sociaux et de l'assurance conversion.

---

## 2000-2001 La Refondation sociale

### ■ 2000 (18 janvier)

Assemblée Générale du MEDEF : un vote décisif, des résolutions adoptées :

- Obtenir une révision fondamentale de la deuxième loi sur les 35 heures.
- Les dispositions relatives à l'aménagement du temps de travail dans l'entreprise relèvent désormais de l'accord collectif.
- Laisser aux branches l'initiative de trouver les voies et moyens pour rendre la seconde loi applicable.
- Les entreprises de vingt salariés et moins, doivent être exonérées de l'obligation de passer aux 35 heures.
- Mettre un terme à la participation du MEDEF dans l'ensemble des organismes paritaires de protection sociale.
- Ouvrir des discussions avec les organisations syndicales de salariés sur l'UNEDIC, l'assurance maladie, les retraites.
- Ouvrir avec les organisations syndicales des discussions sur une refondation complète de notre système de relations sociales.

### ■ 2000 (20 janvier)

Le MEDEF et l'AFEP annoncent une « Opération Transparence », sur les rémunérations des dirigeants de sociétés cotées. Ils recommandent la publication de l'ensemble des revenus, salaires et stocks options, pour les dirigeants et mandataires sociaux des entreprises cotées.

### ■ 2000 (3 février)

Première rencontre officielle entre le MEDEF, la CGPME, la CGT, la CFTD, la CFTC, la CFE-CGC et FO avec pour objectif la mise en place de 8 chantiers dans le cadre de la Refondation sociale :

1. Voies et moyens de l'approfondissement de la négociation collective.
2. Assurance chômage, lutte contre la précarité, insertion des jeunes
3. Santé au travail, prévention des risques professionnels et accidents du travail.
4. Evolution des régimes de retraite complémentaire.
5. Adaptation de la formation professionnelle.
6. Egalité professionnelle.
7. Place et rôle de l'encadrement.
8. Protection sociale.

### ■ 2000 ( 3 mars)

Refondation sociale : première réunion du MEDEF, consacrée à l'évolution des régimes de retraites complémentaires.

### ■ 2000 (5 avril)

Assurance chômage : présentation du projet de Contrat d'Aide au Retour à l'Emploi (CARE).

### ■ 2000 (6 juin)

Réunion paritaire sur l'assurance chômage. On remplace le CARE par le PARE (Plan d'Aide au

Retour à l'Emploi). Selon un sondage Ipsos, réalisé par Le Figaro, 82% des français interrogés y sont favorables.

#### ■ 2000 (14 juin)

Création du PARE.

#### ■ 2000 (25 juillet)

Assurance chômage. Le gouvernement s'oppose à la réforme. Le MEDEF, la CGPME, l'UPA, la CFDT et la CFTC suspendent leur présence à l'UNEDIC.

#### ■ 30 août 2000

2ème université d'été avec pour thème : " Nouvelle économie, nouvelle société "

#### ■ 2000 (20 septembre)

Nouvelle offensive du MEDEF contre les 35 heures. Ernest-Antoine Seillière demande un moratoire sur l'application de la loi Aubry, alors que 90% des entrepreneurs des PME " n'ont encore rien fait " sur les 35 heures.

#### ■ 2000 (22 septembre)

UNEDIC : Réunion des partenaires sociaux. Le MEDEF, la CGPME, l'UPA, la CFDT, la CFTC et la CGC signent la nouvelle convention.

#### ■ 2000 (16 octobre)

Accord in extremis sur l'UNEDIC entre le gouvernement et les signataires.

#### ■ 2000 (2 novembre)

Vladimir Poutine à Paris rencontre Ernest-Antoine Seillière.

#### ■ 2000 (19 décembre)

Refondation sociale : Accord sur la santé au travail et les risques professionnels alors que les partenaires sociaux se retrouvent pour faire le bilan d'une année de négociation.

#### ■ 2001 (16 janvier)

Assemblée Générale du MEDEF. Le MEDEF ferme et déterminé sur la réforme du régime des retraites complémentaires.

#### ■ 2001 (9 février)

Un accord pour réformer les retraites en 2002 signé par le MEDEF, la CGPME, l'UPA, la CFTC et la CFDT.

#### ■ 2001 (13 mars)

Ernest-Antoine Seillière et Denis Kessler dévoilent la campagne « Euro ».

#### ■ 2001 (26 avril)

A J-250, le MEDEF diffuse le « vade-mecum » qu'il a réalisé pour aider les entreprises à réussir le passage à l'euro. Slogan de cette campagne : « Entreprises, réglez vos comptes ! L'Euro c'est maintenant ».

#### ■ 2001 (19 juin)

Reçu par Lionel Jospin, Ernest-Antoine Seillière annonce que le MEDEF ne procédera pas au renouvellement de ses administrateurs dans les caisses de la Sécurité Sociale tant que ne seront pas clarifiés « les missions, les responsabilités et les financements ».

#### ■ 2001 (29 août)

3ème édition de l'université d'été du MEDEF. Thème : « Création de valeurs, respect des valeurs ».

#### ■ 2001 (13 septembre)

Attentats aux USA : le MEDEF affirme sa « solidarité » à la communauté américaine des affaires.

#### ■ 2001 (1 octobre)

Sécurité Sociale : départ du MEDEF : « Quitter pour reconstruire ».

#### ■ 2001 (12 octobre)

« En avant l'Entreprise, en avant la France » : c'est le slogan du MEDEF qui a décidé de présenter ses propositions pour les prochaines échéances électorales. Sept forums seront animés par Ernest-Antoine Seillière et Denis Kessler.

#### ■ 2001 (25 octobre)

Premier forum à Angoulême. La campagne du MEDEF démarre sur les « chapeaux de roues » puisque ce sont environ 2000 chefs d'entreprise qui assistent à ce forum.

#### ■ 2001 (2 novembre)

MEDEF International : Ernest-Antoine Seillière au Japon. L'attractivité du site France en question.

#### ■ 2001 (14 novembre)

Forum de Clermont-Ferrand : « Concilier au mieux l'entreprise, l'homme et l'environnement ».

#### ■ 2001 (19 novembre)

Forum de Lille : « Développer l'esprit d'initiative et d'entreprise ».

#### ■ 2001 (20 novembre)

Forum de Strasbourg : « Réformer la protection sociale ».

#### ■ 2001 (4 décembre)

Forum de Nantes : « Pour un vrai renouveau du dialogue social ».

■ **2001 (12 décembre)**

MEDEF International : Assemblée Générale. Le ministre des Affaires Etrangères, Hubert Védrine et 50 ambassadeurs étrangers en poste à Paris sont présents : « La situation internationale actuelle ; conséquences et perspectives pour les entreprises françaises ».

■ **2001 (13 décembre)**

Forum de Marseille : « Améliorer l'attractivité de la France ».

■ **2002 (9 janvier)**

Forum de Champs sur Marne : « L'entreprise et les risques ».

-----

**2002**

« **En avant l'Entreprise, en avant la France !** »

■ **2002 (15 janvier)**

Congrès exceptionnel du MEDEF à Lyon. Plus de 2000 patrons adoptent huit résolutions qui seront soumises aux candidats à l'Elysée.

■ **2002 (19 février)**

Ernest-Antoine Seillière souhaite que le prochain quinquennat soit « celui de la réforme, du changement et de l'adaptation de notre pays ».

■ **2002 (25 mars)**

Sondage IPSOS montrant que les Français appuient le droit d'ingérence revendiqué par le MEDEF dans le débat public (à 59%), ainsi que nombre des propositions de l'organisation patronale. Ernest-Antoine Seillière déplore le manque d'audace des candidats à la présidentielle.

■ **2002 (5 avril)**

Propositions du MEDEF pour développer le goût d'entreprendre et la création d'entreprise et pour libérer la croissance et assurer la pérennité des PME.

■ **2002 (6 mai)**

Félicitations d'Ernest-Antoine Seillière à Jacques Chirac pour sa réélection à la Présidence de la République.

■ **2002 (21 mai)**

Ernest-Antoine Seillière reçu à Matignon par le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin.

■ **2002 (24 juin)**

Les propositions du MEDEF pour « Réussir la mondialisation ».

■ **2002 (26 juin)**

« Convention sur l'avenir de l'Europe » : les propositions du MEDEF.

■ **2002 (9 au 13 juillet)**

Ernest-Antoine Seillière au Canada.

■ **2002 (28 au 30 août)**

Université d'été du MEDEF : « Entreprendre dans un monde d'incertitudes ».

■ **2002 (23 septembre)**

Rapport Bouton : « Pour une meilleure gouvernance des entreprises cotées ».

■ **2002 (9 octobre)**

Yves Thibault de Silguy, Président du comité de politique européenne du MEDEF, présente ses propositions pour « Réussir l'élargissement ».

■ **2002 (11 octobre)**

Lancement de la campagne Prud'homale : « Employeurs mêlez-vous de vos oignons ».

■ **2002 (14 au 18 octobre)**

3<sup>ème</sup> édition de la Semaine Ecole-entreprise.

■ **2002 (17 octobre)**

Création de l'AERES (Association Française pour la Réduction de l'Effet de Serre).

■ **2002 (24 octobre)**

A l'issue de la série d'entretiens avec les syndicats engagée le 27 septembre, Ernest-Antoine Seillière affirme : « Nous allons reprendre de façon nourrie le dialogue social ».

■ **2002 (28 octobre)**

Ernest-Antoine Seillière et Gilbert Costes signent une charte : « Pour une justice consulaire de qualité ».

■ **2002 (5 novembre)**

Denis Kessler démissionne de son poste de vice président délégué du MEDEF pour prendre la présidence du groupe SCOR.

■ **2002 (19 novembre)**

Ernest-Antoine Seillière annonce sa candidature pour un nouveau mandat.

■ **2002 (20 novembre)**

Propositions du MEDEF sur l'industrie touristique.